



Préfecture de la Haute-Savoie

## S O M M A I R E

### DELEGATIONS DE SIGNATURE

- Arrêté préfectoral n° 2003.2010 du 16 septembre 2003 de délégation de signature à M. le chef des bureaux du cabinet .....p. 2
- Arrêté préfectoral n° 2003.2011 du 16 septembre 2003 de délégation de signature à M. le chef de la direction interministérielle de défense et de protection civile .....p. 2
- Arrêté préfectoral n° 2003.2023 du 28 septembre 2003 de délégation de signature à M. le Directeur des Services Fiscaux.....p. 3
- Arrêté préfectoral n° 2003.2024 du 18 septembre 2003 de délégation de signature à M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles .....p. 5
- Arrêté préfectoral n° 2003.2025 du 18 septembre 2003 de délégation de signature à M. le Directeur Départemental de l'Équipement.....p. 6
- Arrêté préfectoral n° 2003.2041 du 23 septembre 2003 de délégation de signature au directeur des actions interministérielles, aux chefs de bureau et agents du cadre national des préfectures ..... p. 19



## DELEGATIONS DE SIGNATURE

**Arrêté préfectoral n° 2003.2010 du 16 septembre 2003 de délégation de signature à M. le chef des bureaux du cabinet**

**ARTICLE 1er** - Délégation de signature est donnée à M. Benoît HUBER, attaché principal, chef des bureaux du Cabinet, à l'effet de signer tous documents relevant des attributions du cabinet, à l'exclusion des pièces ci-après désignées :

- les arrêtés préfectoraux ;
- les correspondances adressées aux administrations centrales, aux parlementaires et au Président du Conseil Général ;
- les circulaires aux maires et chefs de service.

**ARTICLE 2** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Benoît HUBER, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1er du présent arrêté sera exercée par :

- Mme Jocelyne GERMAIN, attachée, adjointe au chef du bureau du cabinet.

**ARTICLE 3** – Délégation de signature est donnée à M. Benoît HUBER, attaché principal, chef des bureaux du Cabinet, à l'effet de signer les récépissés des déclarations relatives aux rassemblements festifs à caractère musical et les refus d'autorisation, pour les manifestations situées dans le ressort de l'arrondissement d'Annecy.

**ARTICLE 4** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture,  
M. Benoît HUBER,  
Mme Jocelyne GERMAIN,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Le Préfet,  
Jean-François CARENCO.

**Arrêté préfectoral n° 2003.2011 du 16 septembre 2003 de délégation de signature à M. le chef de la direction interministérielle de défense et de protection civile**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Claude GAIME, attaché, chef de la direction interministérielle de défense et de protection civile, à l'effet de signer tous documents relevant des attributions de la direction interministérielle de défense et de protection civile, à l'exception des pièces ci-après désignées :

- les arrêtés préfectoraux,
- les correspondances adressées aux parlementaires, au Président du Conseil Général et aux autorités judiciaires,
- les circulaires aux maires.

En l'absence de M. Jean-Claude GAIME, délégation de signature est donnée à Mme Nadine BLEUER-ELSNER, attachée, chef du bureau de la défense et de la sécurité routière, pour signer

tous documents relevant des attributions de la direction interministérielle de défense et de protection civile, à l'exception des pièces ci-après désignées :

- les arrêtés préfectoraux,
- les correspondances adressées aux parlementaires, au Président du Conseil Général et aux autorités judiciaires,
- les circulaires aux maires.

**ARTICLE 2:** M. Jean-Claude GAIME est habilité à arrêter les procès-verbaux des commissions et sous-commissions des établissements recevant du public prévues par l'arrêté préfectoral n° 352 du 9 mars 1988.

**ARTICLE 3:** Délégation permanente est donnée à M. GAIME à l'effet de signer les procès-verbaux des visites de sécurité des établissements recevant du public.

**ARTICLE 4:** Délégation de signature est donnée à Mme Nadine BLEUER-ELSNER, attachée, chef du bureau de la défense et de la sécurité routière pour signer :

- les correspondances courantes, n'emportant pas décision, relevant des attributions du bureau,
- les procès-verbaux de la sous-commission départementale de sécurité dans les établissements recevant du public et immeubles de grande hauteur, de la sous-commission départementale de sécurité des terrains de campings et de stationnement de caravanes et de la commission de sécurité de l'arrondissement d'Annecy,
- les procès-verbaux des délibérations des jurys d'examen de secourisme.

**ARTICLE 7 :** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture,  
- M. Jean-Claude GAIME,  
- Mme Nadine BLEUER-ELSNER,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Le Préfet,  
Jean-François CARENCO.

### **Arrêté préfectoral n° 2003.2023 du 28 septembre 2003 de délégation de signature à M. le Directeur des Services Fiscaux**

**ARTICLE 1er** - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Luc AMIOT, Directeur des Services Fiscaux, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions et d'une façon plus générale, tous les actes se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes à l'exclusion toutefois des correspondances destinées aux administrations centrales, aux parlementaires et au Président du Conseil Général lorsqu'elles n'ont pas le caractère de correspondances relatives à la gestion courante ou au fonctionnement du service :

1) Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux

Art. L 69 (3<sup>ème</sup> alinéa) Art.R 32, R 66, R 76-1, R 78, R 128-3, R 128-7, R 129, R 130, R 144, R 148, R 148-3, A 102, A 103, A 115 et A 116 du Code du Domaine de l'Etat

- |                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2) Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics de l'Etat                                                                                      | Art. R 18 du Code du Domaine de l'Etat                                                                                                                                                                   |
| 3) Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat                                                                                                                                                                                            | Art. R 1 du Code du Domaine de l'Etat                                                                                                                                                                    |
| 4) Acceptation de remise au Domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires                                                                                                                                              | Art. R 83-1 et R 89 du Code du Domaine de l'Etat                                                                                                                                                         |
| 5) Arrêté d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat                                                                                                            | Art R 83 et R 84 du Code du Domaine de l'Etat                                                                                                                                                            |
| 6) Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux                                                                                                                          | Art. R 158 1° et 2° , R 158-1, R 159 , R 160 et R 163 du Code du Domaine de l'Etat                                                                                                                       |
| 7) Participation du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat                                                                                                                | Art. R 105 du Code du Code du Domaine de l'Etat                                                                                                                                                          |
| 8) Gestion des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au service des Domaines                                                                                                                                             | Lois validées des 5 octobre et 20 novembre 1940, Ord. du 5 octobre 1944, Décret du 23.11.1944, Ord. du 6.01.1945 Art. 627 à 641 du Code de Procédure Pénale, Art. 287 à 298 du Code de Justice Militaire |
| 9) Tous actes de procédure et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivis soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux art. R 179 et R 180 du Code du Domaine de l'Etat | Art. R 176 à R 178 et R 181 du Code du Domaine de l'Etat Décret n° 67-568 du 12.07.1967                                                                                                                  |

**ARTICLE 2** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. AMIOT, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sera exercée par M. Guy POTELLE ou M. Philippe RENARD, Directeurs Départementaux des Impôts, ou à défaut, par :

- M. Jacques BARBIER, Directeur Divisionnaire des Impôts,
- Mlle Béatrice BENOIT, Directrice Divisionnaire des Impôts,
- M. Hervé MAYNE, Directeur Divisionnaire des Impôts,
- M. Bernard PORRET, Directeur Divisionnaire des Impôts,
- M. François PANETIER, Inspecteur Principal des Impôts,
- Mme Marie-Hélène CHARVET, Inspectrice des Impôts.

En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 10 de l'article 1er, la délégation de signature conférée à M. AMIOT sera exercée, à défaut des fonctionnaires ci-dessus désignés, par :

- M. Philippe BORONAD, Inspecteur,

- M. Alain RENDU, Inspecteur,
- M. Daniel WEBER, Inspecteur.

**ARTICLE 3** - Délégation de signature est donnée, pour agir devant la juridiction de l'expropriation au nom des expropriants, à :

- M. Philippe BORONAD, Inspecteur,
- M. Alain RENDU, Inspecteur,
- M. Daniel WEBER, Inspecteur.

désignés à cet effet par arrêté du Directeur des Services Fiscaux en date du 1<sup>er</sup> septembre 2003.

**ARTICLE 4** - Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

**ARTICLE 5** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Directeur des Services Fiscaux à ANNECY sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Le Préfet,  
Jean-François CARENCO.

### **Arrêté préfectoral n° 2003.2024 du 18 septembre 2003 de délégation de signature à M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles**

**ARTICLE 1er** – Délégation permanente de signature est donnée à M. Richard LAGRANGE, directeur régional des affaires culturelles de Rhône-Alpes, à l'effet de signer, en mon nom, les documents suivants :

- les avis et correspondances diverses avec les autres services déconcentrés de l'Etat dans le département ;
- pour l'instruction des affaires relevant de la compétence du Préfet, les avis et les correspondances diverses avec les collectivités territoriales ;
- les arrêtés attributifs de licence d'entrepreneur de spectacles, les arrêtés de renouvellement de licence ainsi que les arrêtés de retrait de licence ;
- les conventions ayant trait aux travaux de restauration des monuments historiques classés et à leur financement, signées entre l'Etat et les propriétaires de ces monuments ;
- les conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage ayant trait aux travaux de restauration de monuments historiques classés et à leur financement, signées entre l'Etat et les propriétaires de ces monuments (Etat maître d'ouvrage).

**ARTICLE 2** – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Richard LAGRANGE, délégation de signature est donnée à M. Pierre SIGAUD, directeur régional-adjoint des affaires culturelles.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Richard LAGRANGE et Pierre SIGAUD, peuvent signer, à l'exclusion des affaires revêtant une importance particulière, les personnes ci-après désignées, pour leur domaine respectif d'attribution :

- M. Dominique RICHARD, conservateur régional des monuments historiques,
- Mme Marie BARDISA, conservatrice régionale des monuments historiques,
- Mme Anne LE BOT-HELLY, conservatrice régionale de l'archéologie,
- M. Michel LENOBLE, adjoint à la conservatrice régionale de l'archéologie,
- Mme Françoise LAPEYRE-UZU, conservatrice régionale de l'inventaire,
- Mme Jacqueline IBARRA, responsable des moyens des services,

- Mme Michèle BOUCHET-LACROIX, responsable des affaires financières,
- M. Michel BLIGNY, responsable des affaires européennes.

**ARTICLE 3** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Le Préfet,  
Jean-François CARENCO.

**Arrêté préfectoral n° 2003.2025 du 18 septembre 2003 de délégation de signature à M. le Directeur Départemental de l'Équipement**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - Délégation de signature est donnée à M. Charles ARATHOON, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, Directeur Départemental de l'Équipement, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions suivantes, à l'exception des correspondances adressées aux administrations centrales, aux parlementaires et au Président du Conseil Général :

N° de Code	NATURE DU POUVOIR	Référence
A1 a 1	<p><b>I - PERSONNEL ET ADMINISTRATION GENERALE</b></p> <p><b>Personnel administratif et technique de catégorie A et B, titulaire et non titulaire, et tous agents non visés à A 1 a 2 et A 1 a 3.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- octroi des autorisations d'accomplir un service à temps partiel</li> <li>- octroi des autorisations d'absence</li> <li>- octroi des divers congés, à l'exclusion, en ce qui concerne les fonctionnaires, des congés qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur</li> <li>- affectation à des postes de travail, à l'exclusion des mutations qui entraînent un changement de résidence ou une modification de la situation de l'intéressé au sens de l'article 60 de la loi n° 84.16 du 11 janvier 1984. La délégation vaut pour tous les fonctionnaires de catégorie B, pour les attachés administratifs et ingénieurs des TPE ou assimilés, et pour tous les agents non titulaires. La désignation des chefs de subdivision territoriale, qu'ils appartiennent à la catégorie A ou B est exclue de la délégation mise en disponibilité d'office et de droit des fonctionnaires (articles 43 et 47 du décret n° 85.986 du 16 septembre 1985)</li> <li>- mise en position d'accomplissement du service national</li> <li>- mise en position de congé parental</li> <li>- mise en disponibilité pour élever un enfant de moins de 8 ans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- décret n° 62.512 du 13.04.1962 modifié</li> <li>- décret n° 70-903 du 2.10.1970 modifié</li> <li>- décret n° 71.345 du 5.05.1971 modifié</li> <li>- décret n° 94.1017 du 18.11.1994</li> </ul>
A 1 a 2	<p><b>Adjoints et agents administratifs des services déconcentrés</b></p> <p><b>Dessinateurs des services déconcentrés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nomination en qualité de stagiaire ou de titulaire après concours, examen professionnel ou liste d'aptitudes</li> <li>- délivrance de l'autorisation de validation des services auxiliaires</li> <li>- notation et répartition des réductions d'ancienneté ainsi que application des majorations d'ancienneté pour l'avancement d'échelon</li> <li>- avancement d'échelon</li> <li>- nomination au grade supérieur après inscription sur le tableau d'avancement national</li> <li>- nomination après inscription sur la liste d'aptitude nationale</li> <li>- mutation qui entraîne ou pas un changement de résidence et qui modifie la situation de l'agent au sens de l'article 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984</li> <li>- suspension en cas de faute grave</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- décret n° 70.606 du 2.07.1970 modifié</li> <li>- décret n° 90.712 du 1.08.1990</li> <li>- décret n° 90.713 du 1.08.1990</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- toutes décisions de sanction prévues à l'article 66 de la loi n° 84.16 du 11 janvier 1984</li> <li>- détachement pour stage</li> <li>- mise en disponibilité, sauf dans le cas où l'avis de comité médical supérieur est requis</li> <li>- mise en position d'accomplissement du service national</li> <li>- mise en position de congé parental</li> <li>- réintégration, à l'exclusion de celles qui interviennent après détachement autre que détachement pour stage</li> <li>- admission à la retraite</li> <li>- acceptation de la démission</li> <li>- radiation des cadres pour abandon de poste</li> <li>- affiliation rétroactive au régime général de la sécurité sociale et à l'IRCANTEC</li> <li>- octroi de divers congés, à l'exclusion des congés qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur</li> <li>- autorisation de travail à mi-temps sauf dans les cas nécessitant l'avis du comité médical supérieur</li> <li>- octroi des autorisations d'absence</li> <li>- octroi des autorisations d'accomplir un service à temps partiel</li> <li>- mise en cessation progressive d'activité</li> <li>- mise en congé de fin d'activité</li> </ul>	
A 1 a 3	<p><b>Personnel d'exploitation</b> Nomination et gestion des personnels d'exploitation spécialité RBA à l'exception de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- détachement sortant</li> <li>- nomination des contrôleurs et contrôleurs principaux des TPE</li> <li>- inscription au tableau d'avancement de contrôleur principal des TPE</li> <li>- mutation des contrôleurs principaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- décret n° 65.382 du 21.05.1965 modifié</li> <li>- décret n° 88.399 du 21.04.1988 modifié</li> </ul>
A 1 a 4	<p><b>Pour l'ensemble du personnel</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- congés nécessitant l'avis du comité médical supérieur</li> <li>- mise en positions de détachement et disponibilité des contrôleurs et contrôleurs principaux des TPE</li> <li>- radiation des cadres des contrôleurs et contrôleurs principaux des TPE</li> <li>- ordres de mission en France</li> <li>- ordres de mission à l'étranger</li> <li>- décisions autorisant les agents à se servir de leur véhicule personnel</li> <li>- octroi des congés annuels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- décret n° 91.393 du 25.04.1991</li> <li>- décret n° 90.437 du 28.05.1990 (art. 7 et suivants)</li> <li>- décret n° 82.390 du 10.05.1982 complété par la circulaire B.2E.22 du 1.03.1991 et lettre circulaire Ministre de l'Equipement du 2.07.1997</li> <li>- décret n° 90.437 du 28.05.1990 (art.29)</li> <li>- décret n° 84.972 du 26.05.1990 (art.9)</li> </ul>
A 1 a 5	<p><b>Responsabilité civile</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- règlements amiables des dommages matériels causés à des particuliers</li> <li>- règlements amiables des dommages subis ou causés par l'Etat du fait d'accidents de circulation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- décret n° 90.457 du 28.05.1990</li> </ul>
A 1 a 6	<p>Notifications individuelles adressées aux fonctionnaires et agents de la Direction Départementale de l'Equipement qui, chargés de tâches d'exploitation ou d'entretien des routes et ouvrages, sont inscrits sur le tableau de service des personnels tenus de demeurer à leur poste pour le cas où seraient engagés des mouvements revendicatifs susceptibles de perturber le fonctionnement normal du service</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- circulaire ministère de l'Equipement des 3.03.1965 et 26.01.1981</li> </ul>

A 1 a 7	Répartition des 6 <sup>ème</sup> et 7 <sup>ème</sup> tranches de l'enveloppe de nouvelle bonification indiciaire prévue par le protocole Durafour : - arrêté déterminant les postes éligibles et le nombre de points attribués à chacun, - arrêtés individuels portant attribution des points	
	<b><u>II - ROUTES ET CIRCULATION ROUTIÈRE</u></b>	
	<b><u>A -Gestion et conservation du domaine public routier</u></b>	
A 2 a 1	Délivrance, renouvellement et retrait d'autorisations de voirie sur routes nationales - alignements - permissions de voirie (en et hors agglomération) - permis de stationnement (hors agglomération seulement) - accords d'occupation pour les concessionnaires (EDF, GDF, France-Télécom) - accès des voies publiques ou privées et accès privatifs.	Code du Domaine de l'Etat art. L 28 et R 53  L 112-3/ L 113-2/ L 121-2/ L 123-8/ R 123-5 du code de la voirie routière
A 2 a 2	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversée à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles	
A 2 a 3	Routes nationales, routes départementales, voies communales et chemins ruraux : procédure d'expropriation à l'exclusion : - des arrêtés d'ouverture des enquêtes publiques, - du choix des commissaires-enquêteurs ou des membres des commissions d'enquête, - des arrêtés déclaratifs d'utilité publique et de cessibilité, - de la représentation de l'Etat devant le Juge de l'Expropriation dans les procédures de fixation des indemnités pour les routes nationales.	Textes relatifs à l'expropriation et à la fixation des indemnités.
A 2 a 4	Autoroutes, routes nationales, routes départementales, voies communales et chemins ruraux : - signature des autorisations de pénétrer sur les propriétés privées pour l'exécution des travaux intéressant la voirie.	Loi du 29.12.1892
A2 a 5	Routes départementales et voies communales Procédure d'instruction mixte à l'échelon local sauf visa du procès-verbal de clôture	Loi du 29 novembre 1952 modifiée
	<b><u>B - Travaux routiers :</u></b>	
A 2 b 1	Approbation technique des avant-projets sommaires et des avant-projets détaillés des équipements de catégorie II.	Décret n°70.1047 du 13.11.1970 et Circulaire n° 71.337 du 22.01.1971
A 2 b 2	Approbation des projets d'exécution des travaux.	
A 2 b 3	Autoroutes, Routes Nationales, Routes Départementales, Voies Communales et Chemins Ruraux. Procédure d'occupation temporaire.	Loi du 29.12.1892, Ordonnance n° 58.997 du 23.10.1958 et Décret n° 65.201 du 12.03.1965
A 2 b 4	Autorisations données à autrui de réaliser sur le domaine public des routes nationales, des travaux destinés à améliorer la sécurité ou la fluidité du trafic, ainsi que les conventions d'entretien et de gestion se rapportant aux ouvrages créés.	Code Domaine de l'Etat Art. L 28 et R 53 – Code de la Voirie Routière Art. L 121.2
	<b><u>C Exploitation des routes :</u></b>	
A 2 c 1	Autorisations individuelles de transports exceptionnels.	Code de la Route Art R 47 à R 52 et Circulaire n° 75.173 du 19.11.1975
A 2 c 2	Dérogations aux dispositions de l'article f <sup>r</sup> de l'arrêté préfectoral n° 80.607 du 6.03.1980 et de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 80.2630 du 27.10.1980 portant restriction à la circulation des matières dangereuses dans les bassins versants du Lac Léman et du Lac d'ANNECY.	
A 2 c 3	Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers sur routes nationales ou autoroutes.	Code de la Route Art 225 et Circulaires n° 52 du 30.08.1967 et n° 29 du 11.06.1968
A 2 c 4	Etablissement des barrières de dégel et réglementation de la circulation pendant la fermeture.	Code de la Route Art. R 45 et Circulaire n° 69.123 du 9.12.1969



A 2 c 5	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Code de la Route Art. R 46
A 2 c 6	Autorisations individuelles de circulation des autobus hors périmètres des transports urbains.	Arrêté du 2.07.1982 modifié (art. 2)
A 2 c 7	Réglementation permanente de la circulation sur les routes nationales sous réserve d'un avis favorable des forces de l'ordre.	Code de la Route Art. R 225
A 2 c 8	Avis sur projets d'arrêtés du Président du Conseil Général relatifs à la limitation de vitesse des véhicules circulant sur des sections de routes départementales à grande circulation situées hors agglomération.	Code de la Route Art. 225
A 2 c 9	Autorisation de circulation pour les véhicules non immatriculés ou non motorisés des entreprises appelées à travailler sur une autoroute, ainsi que le personnel se déplaçant à pied, à bicyclette ou à cyclomoteur de ces entreprises.	Code de la Route Art. R 432.7
A 2 c 10	Avis du préfet pour les mesures de police prises par le président du conseil général ou par le maire sur une route classée à grande circulation.	Code de la Route Art. R 411.8
A 2 c 11	Dérogation pour la circulation de véhicules équipés de pneus à crampons	Code de la Route Art. R 314.3 et R 413.7
<b><u>III – VOIES NAVIGABLES</u></b>		
<b><u>A - Gestion et conservation du domaine public fluvial :</u></b>		
A 3 a 1	Autorisation d'occupation temporaire	Code du Domaine de l'Etat Art R 5 Code du Domaine de l'Etat et du Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure.
A 3 a 2	Autorisation de prises d'eau et d'établissements temporaires.	Code du Domaine de l'Etat et Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure
A 3 a 3	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 4.08.1948 - Art. 1 <sup>er</sup> modifié par arrêté du 23.12.1970
<b><u>B - Autorisation de travaux de protection contre les eaux :</u></b>		
A 3 b	Prise en considération et autorisation des travaux de défense des lieux habités contre les inondations.	Décret n° 71-121 du 5.02.1971 - Art. 5 - Alinéa 3
<b><u>C - Police de l'eau :</u></b>		
A 3 c	Cours d'eau relevant de la Direction Départementale de l'Equipement (à l'exclusion des questions touchant aux relations avec les autorités helvétiques) : - police et conservation des eaux, - curages, ouvrages, travaux, - arrêtés, récépissés, décisions, prescriptions relatives à la nomenclature à l'exclusion des arrêtés d'ouverture d'enquêtes publiques et des arrêtés d'autorisation.	Code Rural -Art. 103 à 122. Loi sur l'eau du 3.01.1992 et décret d'application n° 93.742 (titre II-opérations soumises à déclaration) et n° 93.743 du 29.03.1993
<b><u>IV – CONSTRUCTION</u></b>		
<b><u>A - Financement du logement :</u></b>		
A 4 a 1	Décision, liquidation, mandatement et notification de subvention pour la construction, l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés à usage social (PLUS) et d'intégration (PLAI). Décision d'octroi de taux de subvention dérogatoires (PLUS, PLAI).  Décision, liquidation, mandatement et notification de subvention des opérations de construction-démolition (PLUS-CD). Décision, liquidation, mandatement et notification de subvention pour l'amélioration de logements locatifs sociaux (PALULOS). Décision d'octroi de taux de subvention dérogatoires (PALULOS). Décision de dérogation au plafond de travaux subventionnables. Décision, liquidation, mandatement et notification de subvention pour l'amélioration de la qualité de service dans le logement social. Décision, liquidation, mandatement et notification de subvention pour économie d'eau dans l'habitat collectif social. Liquidation et mandatement de subvention pour la réalisation d'aires	Art. R 331.1 à R 331.28 du C.C.H.  Art. R 331.15 2 <sup>ème</sup> du C.C.H.  Art. R 331.1 à R 331.28 du C.C.H.  Art. R 323.1 à R 323.12 du C.C.H.  Art. R 323.7 du C.C.H. Art. R 323.6 du C.C.H.  Circ. UC/IUH2 n° 99.45 du 6.07.1999.  Circ. ATE E0100089C du 23.03.2001.  Décret n° 2001.541 du

A 4 a 2	<p>d'accueil pour les gens du voyage.</p> <p>Autorisation de commencer les travaux d'amélioration des logements avant l'octroi de la subvention de l'Etat prévue à l'article R 323.1 du C.C.H. (PALULOS).</p> <p>Autorisation de commencer les travaux de construction ou d'amélioration des logements financés avec un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations avant obtention de la décision de subvention (PLUS, PLAI).</p> <p>Consignations avant obtention de la décision de subvention.</p> <p>Autorisation de déroger au coût d'acquisition prévu pour les opérations d'acquisition-amélioration en PLAI.</p> <p>Décision, liquidation, mandatement et notification de subvention PLUS, PLAI et PALULOS sur estimation des prix, avant appel à la concurrence.</p> <p>Arrêté attributif de subventions accordées au titre du fonds d'intervention HLM, liquidation, mandatement et notification de ces subventions.</p>	<p>25.06.2001.</p> <p>Articles R 331-1 à R 331-28 du C.C.H.</p> <p>Art. R 331.5.b du C.C.H.</p> <p>Arrêté modifié du 5.05.1995 art. 8.</p> <p>Circ. N° 88.01 du 6.01.1988, 2<sup>ème</sup> partie, annexe .</p> <p>Convention Etat-UNFO-HLM du 17.01.1995 et circulaires d'application du 29.05.1995 et du 11.03.1997.</p>
A 4 a 3	<p>Décision favorable à l'octroi d'un prêt locatif social (PLS) aidé par l'Etat, et autorisation de commencer les travaux de construction des logements avant obtention de ladite décision.</p>	<p>Art. R 331.17 à R 331.21 du C.C.H.</p>
A 4 a 4	<p>Signature et notification des conventions conclues avec les organismes d'habitations à loyer modéré, les sociétés d'économie mixte, autres bailleurs ou bénéficiaires fixant les obligations à respecter s'agissant de logements à usage locatif ou non construits, acquis ou amélioré grâce à des aides ou des prêts de l'Etat et entrant dans le domaine d'attribution de l'aide personnalisée au logement.</p>	<p>Art. R 353.1 à R 353.22, R 353.32 à R 353.57, R 353.58 à R 353.73, R 353.89 à R 353.103, R 353.126 à R 353.152, R 353.154 à R 353.164.1, R 353.165 à R 353.165.12, R 353.166 à R 353.178, R 353.189 à R 353.199, R 353.200 à R 353.214 du C.C.H.</p>
<p><b><u>B - H.L.M. :</u></b></p>		
A 4 b 1	<p>Approbation du choix du mandataire commun désigné par les offices et sociétés d'H.L.M. groupés dans le cadre départemental en vue de coordonner les projets de construction, études, préparation des marchés et exécution de travaux</p>	<p>Art. R 433-1 du C.C.H</p>
A 4 b 2	<p>Autorisation des maîtres d'ouvrage à faire appel, pour une opération déterminée ou pour un ensemble d'opérations, soit au concours d'un ou plusieurs techniciens, soit au concours d'un bureau d'études techniques</p>	<p>Décret n° 53.267 du 22.07.1953 modifié par le décret n° 71.439 du 4.06.1971</p>
A 4 b 3	<p>Clôture financière des opérations d'H.L.M. ayant fait l'objet d'une première décision de financement à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1966.</p>	<p>Circulaire n°70-116 du 27 octobre 1970 complétée par la circulaire n° 72.15 du 2.02.1972</p>
A 4 b 4	<p>Appréciation des cas particuliers lorsqu'il s'agit de déterminer la situation familiale pour l'obtention du prêt familial</p>	<p>Arrêté du 21.03.1968.</p>
A 4 b 6	<p>Décisions relatives aux délibérations des conseils d'administration des organismes et portant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* sur les hausses annuelles de loyer</li> <li>* sur les barèmes de supplément de loyer de solidarité</li> </ul>	<p>Art. L 442.1.2 du C.C.H.</p> <p>Art. L 441.3 du C.C.H</p>
A 4 b 7	<p>Ventes et changements d'usage de logements ou autres éléments du patrimoine immobilier des organismes HLM</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* opposition motivée à la vente</li> <li>* accord sur les changements d'usage</li> <li>* autorisation motivée de vente de logements ne répondant pas aux conditions d'ancienneté</li> </ul>	<p>Art. L 443.7, 3<sup>ème</sup> alinéa du C.C.H.</p> <p>Art. L 443.11, 5<sup>ème</sup> alinéa du C.C.H.</p> <p>Art. L 443.8 du C.C.H.</p>

	<b><u>C - Construction :</u></b>	
A 4 c 1	Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'Etat en cas de défaillance du bénéficiaire.	Art. R 641.7 et 641.8 du C.C.H.
A 4 c 2	Décision d'attribution du label « Confort Acoustique »	Art. 18 de l'arrêté du 10.02.1972
A 4 c 3	Autorisation de location aux bénéficiaires de prêts aidés de l'Etat (prêt HLMA - PSI - PAP) et prêts conventionnés	
A 4 c 4	Signature des « Contrats d'amélioration conclus avec les propriétaires bailleurs »	Art. 59 de la loi n° 82.526 du 22.06.1982, relative aux droits et obligation des locataires et des bailleurs.
A 4 c 5	Autorisation d'affecter des locaux d'habitation à un autre usage que celui-ci, sauf avis divergent Maire / Directeur départemental de l'Equipement.	Art. L 631-7 du C.C.H.
A 4 c 6	Autorisation donnée aux personnes morales locataires de percevoir l'APL aux lieu et place des bailleurs.	Art. R 351-27 du C.C.H.
	<b><u>D – Aide personnalisée au logement</u></b>	
A 4 d 1	Décisions de maintien, suspension et rétablissement du versement de l'aide personnalisée au logement lorsque le bénéficiaire ne règle pas la part de logement restant à sa charge.	Art. R 351.30 , R 351.31, R 351.64 et R 362.7 du C.C.H.
	<b><u>V -AMÉNAGEMENTS FONCIERS ET URBANISME</u></b>	
	<b><u>A - Aménagement du territoire :</u></b>	
A 5 a 1	Réservation des terrains pour un usage autre que l'usage industriel.	Code de l'Urbanisme Art. L 510-4.
A 5 a 2	Droit de préemption - zone d'aménagement différé - Attestation établissant que le bien n'est plus soumis au droit de préemption.	
	<b><u>B - Urbanisme non décentralisé - décisions du Préfet :</u></b>	
	<b><u>application de l'article R 421-36 du Code de l'Urbanisme</u></b>	
A 5 b 1	Lettre notifiant au pétitionnaire le délai d'instruction : - en matière de permis de construire - en matière de permis de démolir - en matière d'installations et travaux divers - en matière de camping caravanage - en matière de lotissement	Code de l'Urbanisme Art. R 421-12 Art. R 430-7 Art. R 442-4-4 Art. R 443-7-2 Art. R 315-15
A 5 b 2	Lettre demandant les pièces complémentaires et lettre majorant les délais - en matière de permis de construire - en matière de permis de démolir - en matière d'installations et travaux divers - en matière de camping caravanage - en matière de lotissement	Code de l'Urbanisme Art. R 421-13 Art. R 430-8 Art. R 442-4-5 Art. R 443-7-2 Art. R 315-16
A 5 b 3	Lettre demandant les pièces complémentaires et fixant le délai d'opposition aux travaux prévus dans le cadre d'une déclaration.	Code de l'Urbanisme Art. R 422-5
A 5 b 4	Attestation certifiant qu'aucune décision négative n'est intervenue à l'issue du délai ou indiquant les prescriptions inscrites dans une décision favorable : - en matière de permis de construire - en matière de permis de démolir	Code de l'Urbanisme  Art. R 421-31 Art. R 430-17
A 5 b 5	Décisions - sauf avis divergent Maire / DDE l) En matière de permis de construire : * Lorsqu'il est mis à la charge du constructeur tout ou partie des contributions prévues au 2° de l'article L 332 6-l ou à l'article L 332-9 : raccordement à l'égout - parc public de stationnement - équipement public exceptionnel équipement des S.P.I.C. - cession gratuite de terrain (sauf au profit de la commune : le maire est compétent)- participation P.A.E. * Lorsqu'il y a lieu de prendre une décision de sursis à statuer * Ouvrage de production, de transport, de distribution et de stockage d'énergie	Code de l'Urbanisme  Art. R 421-36-4  Art. R 421-36-7 Art. R 421-36-8

	* Construction située dans une zone de protection au titre des monuments historiques ou des sites (sauf site inscrit : le maire est compétent)	Art. R 421-36-11
	2) En matière de permis de démolir	Art. R 430-15-4
	3) En matière d'installations et travaux divers :	Art. R 442-6-4
	* En cas de dérogation ou d'adaptation mineure	
	* Installation située dans une zone de protection au titre des monuments historiques ou des sites	
	* Lorsqu'il y a lieu de prendre une décision de sursis à statuer	
	4) En matière de déclaration de travaux (prescriptions ou opposition) :	Art. R 422-9
	* 4 cas cités au 1) ci-dessus	
	5) En matière de lotissement :	
	* Arrêté modificatif	Art. L 315-3
	* Arrêté autorisant le différé des travaux de finition	Art. L 315-33 a
	* Arrêté autorisant la vente anticipée des lots	Art. R 315-33 b
A 5 b 6	Certificat d'urbanisme - sauf avis divergent maire / DDE	Art. R 410-22
A 5 b 7	Certificats de conformité :	
	- en matière de permis de construire	Art. R 460-4-2
	- en matière de camping caravanage	Art. R 443-8
A 5 b 8	Certificat mentionnant l'exécution des prescriptions imposées au lotisseur	Art. R 315-36 a
A 5 b 9	Certificat mentionnant l'obtention de la garantie d'achèvement des travaux de lotissement.	Art. R 315-36 b
	<b><u>C – Urbanisme décentralisé (décision de la compétence de l'Etat : application des articles L 4216261 et L 421-2-2 du Code de l'Urbanisme)</u></b>	
A 5 c 1	Lettre notifiant au pétitionnaire le délai d'instruction:	Code de l'Urbanisme
	- en matière de permis de construire	Art. R 421-12
	- en matière de permis de démolir	Art. R 430-7
	- en matière d'installations et travaux divers	Art. R 442-4-4
	- en matière de camping caravanage	Art. R 443-7-2
	- en matière de lotissement	Art. R 315-15
A 5 c 2	Lettre demandant les pièces complémentaires et lettre majorant les délais	Code de l'Urbanisme
	- en matière de permis de construire	Art. R 421-13
	- en matière de permis de démolir	Art. R 430-8
	- en matière d'installations et travaux divers	Art. R 442-4-5
	- en matière de camping caravanage	Art. R 443-7-2
	- en matière de lotissement	Art. R 315-16
A 5 c 3	Lettre demandant les pièces complémentaires et fixant le délai d'opposition aux travaux prévus dans le cadre d'une déclaration.	Code de l'Urbanisme
		Art. R 422-5
A 5 c 4	Attestation certifiant qu'aucune décision négative n'est intervenue à l'issue du délai ou indiquant les prescriptions inscrites dans une décision favorable :	Code de l'Urbanisme
	- en matière de permis de construire	Art. R 421-31
	- en matière de permis de démolir	Article R 430-17
A 5 c 5	Avis du Représentant de l'Etat pour la partie du territoire communal non couverte par le P. O. S. :	Code de l'Urbanisme
	- en matière de déclaration de travaux	Art. R 422-8
	- en matière de permis de construire	Art. R 421-22
	- en matière de permis de démolir	Art. R 430-10-3
	- en matière d'installations et travaux divers	Art. R 442-4-11
	- en matière de camping caravanage	Art. R 443-7-2
	- en matière de certificat d'urbanisme	Art. R 410-6
	- en matière de lotissement	Art. R 315-23
A 5 c 6	Décisions pour le compte d'un établissement public départemental (parex : OPAC. 74) ou concernant les ouvrages de production, de transport, de distribution et de stockage d'énergie :	Code de l'Urbanisme
	- en matière de déclaration de travaux	Art. L 421-2-1
	- en matière de permis de construire	Art. R 422-9
	- en matière de permis de démolir	Art. R 421-33
	- en matière d'installations et travaux divers	Art. R 430-15-1
	- en matière de camping caravanage	Art. R 442-6-1
		Art. R 443-7-4

	- en matière de certificat d'urbanisme - en matière de lotissement - en matière de certificat constatant l'achèvement des travaux d'aménagement de camping caravanage - en matière de certificat de conformité	Art. R 410-19 Art. R 315-31-1 Art. R 443-8
A 5 c 7	Avis du représentant de l'Etat en matière de permis de démolir en application de l'article L 430.1 du Code de l'Urbanisme (ville de plus de 10 000 habitants - délégation du Ministre chargé du Logement).	Art. R 460-4-1 Code de l'Urbanisme Art. R 430-10-2
	<b><u>D - Procédure d'autorisation des remontées mécaniques</u></b>	
A 5 d 1	Avis du représentant de l'Etat au titre de la procédure d'autorisation d'exécution des travaux des remontées mécaniques	Code de l'Urbanisme Art. L 445-1 Art. R 445-8
A 5 d 2	Avis du représentant de l'Etat au titre de la procédure d'autorisation d'exploitation des remontées mécaniques	Code de l'Urbanisme Art. L 445-1 Art. R 445.8
	<b><u>E - Archéologie préventive</u></b>	
A 5 e 1	Saisine du préfet de région pour les autorisations d'occupation du sol concernées par le décret du 16.01.2002 relatif à l'archéologie préventive.	Décret n° 2002.89 du 16.01.2002
	<b><u>VI - TRANSPORTS</u></b>	
	<b><u>A - Transports routiers de voyageurs</u></b>	
A 6 a 1	Autorisations de transports routiers internationaux transfrontaliers	Art. 20 et décret n° 79.722 du 6.03.1979 (CM n° 05.92 du 24.06.1992)
A 6 a 2	Autorisations permanentes de services occasionnels ou exceptionnels de voyageurs	Décret n° 85.891 du 16.08.1985 - Chapitre II
A 6 a 3	Déclarations de services privés de transport de voyageurs	Décret n° 87-242 du 7.04.1987 (art. 5)
A 6 a 4	Autorisations individuelles de services de petits trains routiers touristiques	Décret n° 85-891 du 16.08.1985 (art 5) Arrêté du 2.07.1987
	<b><u>B - Transports ferroviaires</u></b>	
A 6 b 1	Fonctionnement des Chemins de Fer Secondaires d'Intérêt Général	Arrêté Ministériel du 13.03.1947
A 6 b 2	Fonctionnement des Chemins de Fer Industriels	Arrêtés Ministériels du 13.03.1947 et du 25.05.1951
	<b><u>C - Contrôle des téléphériques et remontées mécaniques</u></b>	
A 6 c 1	Octroi des dérogations à la réglementation lorsque l'avis de la Commission des Téléphériques n'est pas requis.	
A 6 c 2	Approbation des règlements d'exploitation et de police particuliers des remontées mécaniques.	Loi du 9.01.1985 dite « loi Montagne » Art. 43.
A 6 c 3	Octroi des dérogations visées au paragraphe B 1 de la circulaire ministérielle n° 82-72 du 12 août 1982, relative à la construction des téléskis légers.	
	<b><u>D - Transports collectifs</u></b>	
A 6 d 1	Lettre de demande de pièces complémentaires	Décret 99.1060 du 16 décembre 1999 Article 4
A 6 d 2	Lettre de déclaration du caractère complet du dossier de demande de subvention	
	<b><u>VII - ACCÈS A LA PROFESSION DE MONITEUR D'AUTO ÉCOLE</u></b>	
A 7	Tous documents, correspondances relatifs à l'organisation et à la délivrance du BEPECASER (brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière) à l'attribution, au renouvellement ou au retrait de l'autorisation d'enseigner, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux	Art. R 243 à R 247 du Code de la Route
	<b><u>VIII - CONTRÔLE DES DISTRIBUTIONS D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE</u></b>	
A 8 a 1	Approbation des projets d'exécution de lignes électriques	Décret du 29 juillet 1927 Art. 49 et 50

A 8 a 2	Autorisation de circulation de courant	Art. 56
A 8 a 3	Autorisation de traversées de voies ferrées par des lignes électriques	Art. 69
<b><u>IX - CONTRÔLE TECHNIQUE ET DE SÉCURITÉ DE L'ETAT</u></b>		
<b><u>SUR LES REMONTEES MECANIQUES</u></b>		
A 9 a 1	Notification aux exploitants d'appareils de remontées mécaniques des comptes rendus de visites des installations et des suites à donner	Art. 8 du décret n° 87.815 du 5.10.1987
A 9 a 2	Décision motivée d'interrompre l'exploitation d'un appareil de remontées mécaniques : - soit par inscription au registre d'exploitation de l'appareil - soit par décision spécifique	Art. 9 du décret n° 87.815 du 5.10.1987
A 9 a 3	Décision autorisant la reprise de l'exploitation : - soit par inscription au registre d'exploitation de l'appareil - soit par décision spécifique	Art. 9 du décret n° 87.815 du 5.10.1987
A 10 a 1	<b><u>X. – CONTROLE DE L'ETAT DES OBLIGATION DES ENTREPRISES DE B.T.P. EN MATIERE DE DEFENSE</u></b> - délivrance des certificats annuels de régularité de la situation des entreprises de BTP en matière de Défense - refus de délivrance de ces mêmes certificats	Art. 60 du code des marchés publics Art. 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 30.08.1993 Art. 3 de l'arrêté ministériel du 20.06.1970

**ARTICLE 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Charles ARATHOON, Directeur Départemental de l'Equipement de la Haute-Savoie, la délégation de signature est exercée par :

**2 – 1 – Pour l'ensemble des décisions mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> :**

M. Jean LALOT, attaché principal 1<sup>ere</sup> classe, conseiller d'administration de l'Equipement, directeur adjoint,  
M. Jérôme WABINSKI, ingénieur des Ponts et Chaussées, directeur adjoint.

**2 - 2 - Pour les affaires visées au chapitre I :**

**\* pour l'ensemble des décisions :**

M. Alain COUDRET, ingénieur divisionnaire des TPE, secrétaire général,

**\* pour les affaires visées aux paragraphes A 1a 2, A 1 a 3 et A 1 a 5 :**

Mme Christine MIRALLES, attachée administrative,

**\* pour les affaires visées au paragraphe A 1 a 4, 4<sup>ème</sup> alinéa (octroi des congés annuels) :**

Délégation est donnée aux personnels d'encadrement des services, cellules et subdivisions ou arrondissements du service MADD,

**\* pour les notifications individuelles visées en A 1 a 6, dans les conditions fixées à l'article 1er et celles à définir par M. le Directeur Départemental de l'Equipement :**

M. René JULIEN, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service de la gestion routière et des transports,

M. David FAVRE, ITPE, subdivisionnaire de BONNEVILLE,

M. Jean Pierre GODDET, technicien supérieur en chef, chef de subdivision, subdivisionnaire de RUMILLY,

M. Eric VALLA, ITPE, subdivisionnaire d'ANNEMASSE,

M. Aldéric HAUCHECORNE, ITPE, subdivisionnaire de SAINT JULIEN,

M. Claude MAGNIN, ITPE, arrondissement d'ANNECY,

M. Jean-Marc PERRIN, technicien supérieur en chef, subdivisionnaire d'ANNECY EST,

M. Pierre ROUX, ITPE, subdivisionnaire de THONON,

M. Pol CREIGNOU, ITPE, subdivisionnaire d'ANNECY OUEST,

M. Philippe DUVERNE, ITPE, arrondissement de THONON,

M. Jean-Yves SANQUER, technicien supérieur en chef, chef de subdivision, subdivisionnaire de SAINT JEOIRE,

M. Xavier EDMOND, arrondissement de BONNEVILLE,

M. Thierry MAZAURY, ITPE, subdivisionnaire de SALLANCHES,

M. Bernard SEIGLE, ITPE, arrondissement de SAINT JULIEN.

**2 - 3 - Pour les affaires visées au chapitre II :**

**\* pour l'ensemble de ces affaires :**

M. Patrice VIVIER ingénieur des Ponts et Chaussées, chef du service d'Etude et de Réalisation des Infrastructures (SERI),

M. Philippe LEGRET, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service Environnement et Equipement des Collectivités Locales (SEECL),

M. René JULIEN, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service de la Gestion Routière et des Transports,

RAA Spécial délégations de signature

Du 23 septembre 2003

**\* pour les affaires visées au paragraphe A 2 a 1 :**

M. David FAVRE, ITPE, subdivisionnaire de BONNEVILLE,  
M. Jean-Pierre GODDET, technicien supérieur en chef, chef de subdivision, subdivisionnaire de RUMILLY,  
M. Eric VALLA, ITPE, subdivisionnaire d'ANNEMASSE,  
M. Aldéric HAUCHECORNE, ITPE, subdivisionnaire de SAINT JULIEN,  
M. Jean-Marc PERRIN, technicien supérieur en chef, subdivisionnaire d'ANNECY EST,  
M. Pierre ROUX, ITPE, subdivisionnaire de THONON,  
M. Pol CREIGNOU, ITPE, subdivisionnaire d'ANNECY-OUEST,  
M. Jean-Yves SANQUER, technicien supérieur en chef, chef de subdivision, subdivisionnaire de SAINT JEOIRE,  
M. Thierry MAZAURY, ITPE, subdivisionnaire de SALLANCHES,

**\* pour les affaires visées aux paragraphes A2 a 3, A2 a 4, A2 a 5 et A 2 b 3 :**

M. Luc LATTANZIO, attaché administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe des services déconcentrés, chef du service juridique,

**\* pour les affaires visées aux paragraphes A 2 a 1, A 2 a 2, A 2 c 1, A 2 c 2, A 2 c 4, A 2 c 5, A 2 c 6, A 2 c 8, A 2 c 9, A 2 c 10 et A 2 c 11 :**

M. Jean HENRIOT, technicien supérieur en chef, chef de subdivision, chef de la cellule Exploitation Sécurité Transports (CEST),

**\* pour les affaires visées aux paragraphes A 2 c 3 et A 2 c 7 :**

M. Jean HENRIOT, technicien supérieur en chef, chef de subdivision, chef de la cellule Exploitation Sécurité Transports (CEST),

M. David FAVRE, ITPE, subdivisionnaire de BONNEVILLE,  
M. Jean-Pierre GODDET, technicien supérieur en chef, chef de subdivision, subdivisionnaire de RUMILLY,  
M. Eric VALLA, ITPE, subdivisionnaire d'ANNEMASSE,  
M. Aldéric HAUCHECORNE, ITPE, subdivisionnaire de SAINT JULIEN,  
M. Jean-Marc PERRIN, technicien supérieur en chef, subdivisionnaire d'ANNECY EST,  
M. Pierre ROUX, ITPE, subdivisionnaire de THONON,  
M. Pol CREIGNOU, ITPE, subdivisionnaire d'ANNECY-OUEST,  
M. Jean-Yves SANQUER, technicien supérieur en chef, chef de subdivision, subdivisionnaire de SAINT JEOIRE,  
M. Thierry MAZAURY, ITPE, subdivisionnaire de SALLANCHES.

**2 - 4 - Pour les affaires au chapitre III :**

**\* pour l'ensemble des affaires :**

M. René JULIEN, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service de la Gestion Routière et des Transports (SGRT),

M. Philippe LEGRET, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service Environnement et Equipement des collectivités locales (SEECL),

**\* pour les affaires visées au paragraphe A 3 a 1 :**

M. Pol CREIGNOU, ITPE, responsable de la cellule Lac d'ANNECY et M. Pierre ROUX, ITPE, responsable de la cellule Lac LÉMAN.

**2 - 5 - Pour les affaires visées au chapitre IV :**

M. Pascal BERNIER, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service de l'Habitat et de la Construction (SHC),

M. Sylvain ALLAIRE, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service Aménagement et Urbanisme (SAU),

M. Yves GOYENECHÉ, attaché administratif des services déconcentrés, chef du bureau logement social,

M. Jacky RICHARDEAU, ITPE, responsable du bureau Politique de l'Habitat,

Mme Marie-Antoinette FORAY, ingénieur des TPE, chef du bureau ville et réhabilitation,

**\* pour les affaires visées au chapitre IV, paragraphe D (aide personnalisée au logement) :**

M. Eric DEPERDUSSIN, secrétaire administratif, responsable du secteur action sociale au bureau du logement social.

**2 - 6 - Pour les affaires visées au chapitre V :**

**\* pour l'ensemble des affaires :**

M. Sylvain ALLAIRE, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service Aménagement et Urbanisme (SAU),

M. Pascal BERNIER, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service Habitat et de la Construction (SHC),

M. Patrick BATTAREL, ITPE, chef de la cellule application du droit des sols du service aménagement et urbanisme,

**\* pour les affaires visées au chapitre V paragraphes A 5 d 1 et A 5 d 2 et dans les conditions à définir par M. le Directeur Départemental de l'Équipement :**

M. René JULIEN, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service de la Gestion Routière et des Transports,  
M. Philippe LEGRET, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service Environnement et Equipement des Collectivités Locales (SEECL),

M. Jean-François THIVEL, ITPE, responsable du bureau départemental des remontées mécaniques,

**\* pour la délivrance :**

- des attestations certifiant qu'aucune décision négative n'est intervenue à l'issue du délai ou indiquant les prescriptions inscrites dans une décision favorable (A 5 b 4 et A 5 c 4) ;
- des décisions fixant des prescriptions ou s'opposant aux travaux soumis à déclaration (A 5 b 5) ;
- des certificats d'urbanisme (A 5 b 6) ;
- des certificats de conformité au permis de construire (A 5 b 7) ;
- des certificats mentionnant l'exécution des prescriptions imposées au lotisseur (A 5 b 8) ;
- des certificats mentionnant l'obtention de la garantie d'achèvement des travaux de lotissement (A 5 b 9) ;
- des certificats de conformité en matière de camping caravanage (A 5 b 7) ;

dans la limite de leur compétence territoriale et dans les conditions fixées à l'article 1<sup>er</sup> et celles à définir par le Directeur Départemental de l'Equipement :

M. David FAVRE, ITPE, subdivisionnaire de BONNEVILLE,

M. Jean-Pierre GODDET, technicien supérieur en chef, chef de subdivision, subdivisionnaire de RUMILLY,

M. Eric VALLA, ITPE, subdivisionnaire d'ANNEMASSE,

M. Aldéric HAUCHECORNE, ITPE, subdivisionnaire de SAINT JULIEN,

M. Jean-Marc PERRIN, technicien supérieur en chef, subdivisionnaire d'ANNECY EST,

M. Pierre ROUX, ITPE, subdivisionnaire de THONON,

M. Pol CREIGNOU, ITPE, subdivisionnaire d'ANNECY-OUEST,

M. Jean-Yves SANQUER, technicien supérieur en chef, chef de subdivision, subdivisionnaire de SAINT JEOIRE,

M. Thierry MAZAURY, ITPE, subdivisionnaire de SALLANCHES,

**\* pour les lettres :**

- de délai d'instruction (A 5 b 1 et A 5 c 1),
- les lettres de demandes de pièces complémentaires, majorant les délais (A 5 b 2 et A 5 c 2), et fixant le délai d'opposition (A 5 b 3 et A 5 c 3).

Les ingénieurs subdivisionnaires mentionnés au paragraphe précédent ainsi que les agents dont les noms suivent et dans la limite des compétences territoriales définies ci-après :

- Département de la Haute-Savoie :

M. Joël GIROD, secrétaire administratif classe exceptionnelle, SAU-ADS

Mme Michèle PETIT, OPA, SAU-ADS

Mme Marie-Josèphe GUMIERO, adjoint administratif principal, SAU-ADS

M. Patrick POSSEME, secrétaire administratif classe supérieure, SAU-ADS

Mme Martine GALLIC, adjoint administratif principal, SAU-ADS.

- Subdivision ANNECY-EST :

Melle Sylvie GRILLON, secrétaire administratif

M. Jean-Paul MILLON, adjoint administratif

M. Bernard GACON-CAMOZ, adjoint administratif principal

Melle Caroline BORDES, adjoint administratif

Mme Evelyne DURET, adjoint administratif principal.

- Subdivision ANNECY-OUEST :

M. Georges CHAVANNE, secrétaire administratif classe exceptionnelle

Mme Marie-Josèphe LOSSERAND, adjoint administratif

Mme Marie-Antoinette SIMON, adjoint administratif principal

Mme Maryvonne RACT, agent administratif

Mme Christine PENIGUEL, adjoint administratif.

- Subdivision d'ANNEMASSE :

Mme Béatrice BONJOUR, secrétaire administratif, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2003

Mme Michèle DEBES, adjoint administratif

Mme Brigitte GLANZBERG, adjoint administratif.

RAA Spécial délégations de signature

Du 23 septembre 2003



- Subdivisions de BONNEVILLE et SALLANCHES :

M. Pierre-Alain MARQUERET, secrétaire administratif, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2003  
Mme Christiane DUFOUR, adjoint administratif principal  
Mme Liliane GROSJEAN, adjoint administratif principal  
Mme Marie GARCIA, adjoint administratif principal  
Mme Christine MAUREL, adjoint administratif principal.

- Subdivision de RUMILLY :

Mme Madeleine LAPERROUSAZ, Technicien supérieur de l'Équipement  
Melle Monique EXCOFFIER, adjoint administratif  
Mme Yolande SYLVESTRE-SIAZ, adjoint administratif principal  
Mme Danièle DEVANCE, agent non titulaire

- Subdivision de SAINT JEOIRE :

Melle Evelyne PIGNAL, secrétaire administratif  
Mme Claudine MARCHIENNE, adjoint administratif  
Melle Christelle ITNAC, adjoint administratif

- Subdivision de SAINT JULIEN :

M. Pierre JACQUEROUX, technicien supérieur principal de l'Équipement  
M. Guy SAUVAGET, adjoint administratif  
Mme Josette VOGENSTAHL, adjoint administratif principal  
M. Marc CHADELAUD, adjoint administratif  
Mme Myriam TRANCHAND, adjoint administratif.

- Subdivision de THONON :

M. Jean-Pierre GUILLOT, technicien supérieur de l'Équipement  
Mme Nicole CATRIN, adjoint administratif  
M. Stéphane LIANGE, adjoint administratif  
Mme Danièle DESUZINGES, secrétaire administratif  
M. Jean Marc DAGAND, adjoint administratif  
M. Gilles DUPUIS, dessinateur chef de groupe  
Mme Ingrid CARDOSO, adjoint administratif.

**2 - 7 - Pour les affaires visées au chapitre VI :**

**\* pour l'ensemble des affaires :**

M. René JULIEN, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service de la Gestion Routière et des Transports (SGRT),  
M. Philippe LEGRET, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service Environnement et Equipement des collectivités locales (SEECL),

**\* pour les affaires visées au chapitre VI, paragraphes a et b :**

M. Jean HENRIOT, technicien supérieur en chef, chef de subdivision, chef de la cellule Exploitation Sécurité Transports (CEST),

**\* pour les affaires visées au chapitre VI, paragraphe c :**

M. Jean-François THIVEL, ITPE, responsable du bureau départemental des remontées mécaniques (BDRM).

**2 - 8 - Pour les affaires visées au chapitre VII :**

M. René JULIEN, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service de la Gestion Routière et des Transports (SGRT),  
M. Philippe LEGRET, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service Environnement et Equipement des Collectivités Locales (SEECL),  
M. Jean-Paul ROGNON, IDTPE, chargé de mission sécurité routière auprès du directeur,  
M. Jean HENRIOT, technicien supérieur en chef, chef de subdivision, chef de la cellule Exploitation Sécurité Transports (CEST).

**2 - 9 - Pour les affaires visées au chapitre VIII :**

M. René JULIEN, IDTPE, chef du service de la gestion routière et des Transports (SGRT),  
M. Philippe LEGRET, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service Environnement et Equipement des Collectivités Locales (SEECL),

M. Jean HENRIOT, technicien supérieur en chef, chef de subdivision, chef de la cellule Exploitation Sécurité Transports (CEST).

**2 - 10 - Pour les affaires visées au chapitre IX et dans les conditions à définir par M. le Directeur Départemental de l'Équipement :**

**\* pour l'ensemble des affaires :**

M. René JULIEN, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service de la Gestion Routière et des Transports,  
M. Philippe LEGRET, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service Environnement et Equipement des Collectivités Locales (SEECL),

M. Jean-François THIVEL, ITPE, responsable du bureau départemental des remontées mécaniques (BDRM),

**\* pour les décisions prévues au paragraphe A 9 a 2, premier alinéa et A 9 a 3 premier alinéa :**

M. Bernard GRUET-MASSON, chef de section principal des TPE,

M. Jérôme BIBOLLET-RUCHE, contrôleur principal des TPE,

M. Roland BOUCLIER, OPA,

M. Jean-Marc FURIC, contrôleur des TPE,

M. Benoit COLIN, contrôleur des TPE,

M. Guy BORREL, contrôleur des TPE.

**2 - 11 - Pour les affaires visées au chapitre X et dans les conditions à définir par M. le Directeur Départemental de l'Équipement :**

**\* pour l'ensemble des affaires :**

M. René JULIEN, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service de Gestion Routière et des Transports (SGRT),

M. Philippe LEGRET, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service Environnement et Equipement des Collectivités Locales (SEECL),

M. Jean HENRIOT, technicien supérieur en chef, chef de subdivision, chef de la cellule Exploitation Sécurité Transports (CEST).

**ARTICLE 3. – Affaires juridiques et contentieuses**

**3.1 Affaires pénales :**

Délégation est donnée à M. Charles ARATHOON, directeur départemental de l'Équipement, d'accuser réception des plaintes émanant de particuliers, d'associations ou de collectivités territoriales, de demander aux communes et, le cas échéant, aux services de police ou de gendarmerie, d'en faire dresser procès-verbal et de les transmettre aux parquets compétents, d'inviter les maires à prendre si nécessaire les arrêtés interruptifs de travaux prévus par les textes, d'inviter préalablement les contrevenants à présenter des observations écrites et, le cas échéant, orales, conformément aux dispositions de l'article 24 de la Loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, de mettre en œuvre les mesures de recouvrement d'astreinte.

Délégation permanente est donnée, dans les limites de la délégation accordée à M. le directeur départemental de l'Équipement, à M. Luc LATTANZIO, attaché administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe des services déconcentrés, chef du service juridique.

**3.2 Représentation de l'Etat devant les tribunaux de l'ordre judiciaire :**

Délégation est donnée à M. Charles ARATHOON, directeur départemental de l'Équipement, pour présenter au nom de M. le Préfet de la Haute-Savoie, des observations orales devant les tribunaux de l'ordre judiciaire, conformément aux dispositions de l'article L 480-4 du code de l'urbanisme.

Délégation permanente est donnée, dans les limites de la délégation accordée à M. le directeur départemental de l'Équipement, à :

- M. Luc LATTANZIO, attaché administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe des services déconcentrés, chef du service juridique,

- Mme Dominique NIVEAU, personnel non titulaire de catégorie B+, chef du bureau des affaires pénales,

- M. Gérard MEAUDRE, personnel non titulaire de catégorie B, chargé d'affaires pénales.

**3.3 Contentieux administratif, représentation aux audiences :**

Délégation est donnée à M. Charles ARATHOON, directeur départemental de l'Équipement, pour présenter au nom de M. le Préfet de la Haute-Savoie, des observations orales devant les tribunaux de l'ordre administratif, conformément aux dispositions de l'article R 731-3 du code de justice administrative.

Délégation permanente est donnée, dans les limites de la délégation accordée à M. le directeur départemental de l'Équipement, à

- M. Luc LATTANZIO, attaché administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe des services déconcentrés, chef du service juridique,

- M. Fernand LIOTARD, attaché administratif des services déconcentrés, chef du bureau des affaires administratives,

**ARTICLE 4.** – Délégation est donnée à M. Charles ARATHOON, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, Directeur Départemental de l'Équipement pour :

4.1. présenter les candidatures ou les offres des services de l'État – Direction Départementale de l'Équipement – pour des prestations d'ingénierie publique d'un montant n'excédant pas 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée aux conditions indiquées ci-après,

4.2. présenter les candidatures ou les offres des services de l'État – Direction Départementale de l'Équipement – pour des prestations d'ingénierie publique d'un montant strictement supérieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée aux conditions indiquées ci-après,

4.3. signer les marchés de prestations d'ingénierie publique et toutes les pièces afférentes, quel que soit leur montant.

M. le Directeur Départemental de l'Équipement est chargé, conjointement avec M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, d'assurer la coordination nécessaire à la présentation d'une offre unique de l'État.

Les candidatures et les offres des services de l'État, d'un montant n'excédant pas 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée, font l'objet d'une information trimestrielle a posteriori de M. le Préfet lorsque l'objet entre dans le champ des missions retenues dans le document de référence « Plan de modernisation de l'ingénierie publique en Haute-Savoie ». Dans le cas contraire, il sera fait application des dispositions de l'alinéa suivant.

Pour les missions des services de l'État correspondant à un montant de prestations strictement supérieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée, ou n'ayant pas été retenues dans le document de référence visé à l'alinéa ci-dessus, les autorisations de candidatures des services de l'État sont subordonnées à un accord préalable de M. le Préfet. Sans réponse à la déclaration d'intention de candidature dans un délai de 8 jours calendaires, l'accord est réputé tacite. En cas d'accord, ces missions sont intégrées à l'état trimestriel prévu à l'alinéa ci-avant.

4.4. signer, au nom de l'État, la convention prévue à l'article 3 du décret du 27 septembre 2002 relatif à l'assistance technique fournie par les services de l'État au bénéfice des communes et de leurs groupements .

Délégation est donnée, dans les limites de la délégation accordée à M. le Directeur Départemental de l'Équipement dans cet article à :

M. Jean LALOT, attaché principal des services déconcentrés 1<sup>ère</sup> classe, directeur adjoint,

M. Philippe LEGRET, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service Environnement et Equipement des Collectivités Locales (SEECL),

**ARTICLE 5.** – M. le Secrétaire Général et M. le Directeur Départemental de l'Équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Le Préfet,  
Jean-François CARENCO.

## **Arrêté préfectoral n° 2003.2041 du 23 septembre 2003 de délégation de signature au directeur des actions interministérielles, aux chefs de bureau et agents du cadre national des préfetures**

**Article 1** – Délégation de signature est donnée à Mme Jocelyne BRACHET, Directeur des actions interministérielles, à l'effet de signer toute correspondance relevant des services dont elle a la charge, à l'exception des circulaires aux maires et aux chefs de service , et notamment les documents suivants :

1. Les correspondances courantes, à l'exclusion de celles adressées aux administrations centrales, aux parlementaires ainsi qu'aux conseillers généraux,
2. Les copies conformes, les ampliations d'arrêtés, les bordereaux d'envoi,
3. Les notifications d'exonération de la taxe d'apprentissage,
4. Les décisions d'accorder l'agrément d'employeurs pour la formation d'apprentis dans le secteur public,

5. Les décisions d'attribution des bourses d'accès à l'emploi dans le cadre du parcours TRACE,
6. Les transactions NDL concernant les affectations, les engagements, les mandats de paiement, les chèques, les bordereaux, les titres de perception, les pièces comptables et les états de mandatement des subventions de l'État,
7. Les titres de perception rendus exécutoires conformément au décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 modifié,
8. Les décisions d'octroi de secours exceptionnels aux français musulmans rapatriés,
9. Les décisions relatives aux aides attribuées dans le cadre du fonds solidarité pour le logement,
10. Les récépissés d'actes notifiés au Préfet par voie d'huissier,

**Article 2** – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Jocelyne BRACHET, Directeur des actions interministérielles, délégation de signature est consentie à :

- M. Jean-François ROSSET, attaché principal, chef du bureau de l'action économique, à l'effet de signer les documents visés à l'article 1, paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5,
- M. Stéphane CAVALIER, attaché, chef du bureau de la programmation et des finances de l'Etat, à l'effet de signer les documents visés à l'article 1, paragraphes 1, 2, 6 et 7,
- Mme Marcelle ZABOOT, attachée principale, chef du bureau des politiques sociale et urbaine, à l'effet de signer les documents visés à l'article 1, paragraphes 1, 2, 8, 9 et 10,
- Mme Catherine AYMA, attachée, chef du bureau des affaires internationales.

**Article 3** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François ROSSET, attaché principal, chef du bureau de l'action économique, délégation de signature est consentie à Mme Evelyne DESEINE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, à l'effet de signer les documents visés à l'article 1, paragraphes 1, 2 et 3.

**Article 4** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane CAVALIER, attaché, chef du bureau de la programmation et des finances de l'Etat, délégation de signature est donnée à Melle Karine FERLIN, secrétaire administratif de classe normale, à l'effet de signer les documents visés à l'article 1, paragraphes 1, 2, 6 et 7.

**Article 5** - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marcelle ZABOOT, attachée principale, chef du bureau des politiques sociale et urbaine, délégation de signature est consentie à Mme Anne LABEDAN, attachée, à l'effet de signer les documents visés à l'article 1, paragraphes 1, 2 et 10.

**Article 6** – M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mmes et MM les agents du cadre national des préfetures visés dans la présente délégation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Haute-Savoie.

Le Préfet,  
Jean-François CARENCO.

